

**MORPHOLOGIES SOCIALES LOCALES
ET CAPACITES D'INITIATIVES.**

Jean-Pierre DARRE
CNRS - GERDAL

Nous nous plaçons dans une perspective d'étude des techniques et des changements techniques dans l'agriculture et nous voulons essayer de comprendre pourquoi certains agriculteurs pratiquent d'une certaine façon et d'autres non, pourquoi dans une telle commune on fait comme ceci, alors que dans une commune voisine on fait comme cela, pourquoi les agriculteurs réagissent de façons différentes aux propositions de nouvelles techniques, comment s'opèrent, dans la vie quotidienne, le passage d'un état technique local à un autre état.

En termes d'action de développement, cela revient à se demander s'il est possible -et comment- d'augmenter l'aptitude des agriculteurs à donner, face aux changements de situation, des réponses adaptées à leurs propres buts. C'est-à-dire en particulier à augmenter leur aptitude à tirer parti des nouveautés techniques qui leur sont proposées, en les adaptant ou en les rejetant, et à inventer des solutions pour résoudre leurs difficultés ou améliorer leur sort.

Avant de savoir comment on peut aider les agriculteurs à "produire des réponses" aux situations, il importe de savoir comment les idées sont ou peuvent être produites, et surtout où réside, pour les agriculteurs, la liberté de produire des idées -ou même de savoir si une telle liberté existe.

Savoir "où" le phénomène que nous voulons étudier peut se produire,

savoir s'il peut se produire, ces questions impliquent des décisions portant sur la définition de l'objet de notre recherche.

Les agriculteurs ou les groupes d'agriculteurs que nous étudions en France sont en relation constante et proche avec d'autres groupes sociaux, ils sont soumis de façon quotidienne aux pressions de l'environnement social.

De la sorte, les normes, ou modèles culturels de ces groupes doivent toujours quelque chose à des effets de diffusion : les machines, les races, le crédit, le compte en banque, les produits de traitement ou les médicaments sont reçus d'ailleurs et par ce fait le sont aussi certaines façons de concevoir les choses qui leur sont associées. L'origine de certains composants des normes ou modèles est donc évidente. Mais pas plus que pour n'importe quel autre "produit", plat cuisiné, chaussures ou vélomoteur, il n'y a lieu de tenir comme allant de soi que le lieu de production du produit final soit le même que le lieu d'origine de certaines ou mêmes de la totalité des composants.

Qui donc est producteur des normes qui guident et régissent les pratiques d'ensilage de fourrages des éleveurs de la Margeride ou du Ternois ? (1)

La réponse va de soi pour la plupart des techniciens-conseils et des chercheurs et, sans doute, pour la plupart des gens : ces normes ont été produites par l'ensemble des agents scientifiques-techniques, de la même façon que les normes de travail mises en oeuvre dans un atelier semblent être, de toute évidence, celles qui ont été prescrites par les services spécialisés de l'entreprise.

Dans les sciences sociales aussi, le schéma de la conformité à une norme extérieure subie est bien installé. Ce schéma nous échoit d'une longue tradition des sciences sociales, qui établit de fait une séparation entre les sociétés où les paysans agissent selon les normes ou modèles culturels propres à la société locale et celles où leurs actes sont régis par des normes extérieures, imposées par la "société globale".

Dans cette voie on est conduit à opposer, s'agissant des agriculteurs dans une société comme la nôtre, les traces d'un passé de culture technique, qui aurait donc été créatif, aux techniques récentes, qui ne seraient que subies, purs effets de colonisation culturelle.

On ne peut que répéter indéfiniment les schémas d'analyse imposés par

la division du travail conception/exécution dans nos sociétés, si l'on ne critique pas de façon sérieuse l'indécision sur les lieux de production des normes, et en particulier, si l'on n'établit pas que les normes (ou modèles) qui guident et règlent les actes techniques d'un groupe local, groupe d'agriculteurs, mais aussi bien équipe dans une entreprise, sont nécessairement le fait de ce groupe.

Tant que subsistent des réseaux de dialogues relativement stables, il n'y a de "colonisation culturelle", y compris dans le domaine des techniques d'élevage (et nous laissons de côté le fait de savoir si les effets de cette "colonisation" sont bons ou mauvais), qu'à travers une activité propre des intéressés, activité pour se constituer des "normes-en-réponse" à une situation. Ceux des éleveurs du Boischaut (Indre) qui mettent de l'azote sur leurs prairies n'agissent pas conformément aux normes (ou modèles) qui leur seraient plus ou moins imposées par les techniciens. Ils agissent conformément à la norme qu'ils se sont construite à ce sujet, en particulier dans les dialogues entre eux, norme qui intègre cette technique à l'ensemble de leurs idées actuelles sur l'herbe et la conduite des prairies, des surfaces fourragères et des troupeaux de vaches allaitantes.

Les normes ou modèles techniques sont toujours locaux et ils sont toujours, nécessairement, à la fois règles contraignantes et ressources pour comprendre la réalité et savoir quoi faire (Giddens 1981).

Selon qu'on étudie les techniques matérielles et les systèmes de connaissance technique des éleveurs du Haut-Atlas ou ceux des éleveurs de la Planèze du Cantal, la différence ne réside donc pas dans le fait que les uns agiraient selon leurs normes propres (ou devenues telles depuis longtemps...) et les autres selon des normes extérieures, mais dans le fait que les seconds doivent revoir les leurs beaucoup plus souvent, pour répondre aux pressions de leur environnement socio-économique.

Les éleveurs "n'appliquent" pas les techniques nouvelles ; à proprement parler, ils les construisent. Les techniques, telles qu'elles sont mises en oeuvre dans les exploitations sont le fruit du travail de conception accompli localement et il ne peut en aller autrement (Cahiers du GERDAL, n° 2 - 1984).

Ceci nous conduit à nous poser à la fois la question de l'unité sociale sujet de cette activité, et celle des formes d'accomplissement de

cette activité : "qui" produit ces normes, de quoi est constitué ce réseau d'influences réciproques, que nous prétendons substituer à l'influence directe des normes techniciennes, ou du moins, interposer entre le technicien-conseil ou le vendeur et l'agriculteur individuel ?

Cette exigence de définition de l'unité sociale est liée au fait que ces influences ne peuvent pas être analysées comme scènes indépendantes - elles s'exercent dans la durée de rencontres répétées- et qu'elles ne concernent pas seulement deux ou trois personnes, mais tout un réseau de personnes qui se rencontrent, qui interagissent jour après jour. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas seulement la façon dont A influence B lorsqu'il le rencontre, mais la façon dont s'entrecroisent les influences, les interactions et la façon dont B va parler à C et D, après son dialogue avec A.

Cette histoire des dialogues est aussi une histoire de positions plus ou moins changeantes des individus ou des familles les uns par rapport aux autres. Histoire qui crée et qui exige pour les sujets la délimitation d'un espace social, la définition d'une frontière entre un dedans et un dehors, de telle façon que, quel que soit le nombre des relations "au dehors", elles soient perçues comme différentes des relations "au dedans" et qu'on puisse légitimement attribuer aux uns et aux autres des fonctions différentes.

Cette unité sociale, c'est, dans la plupart des cas individuels, l'ensemble des agriculteurs qui travaillent dans des conditions semblables et qui ont des occasions nombreuses et répétées sur des périodes longues de se rencontrer, de parler, de coopérer à des actions diverses. Nous l'appelons groupe professionnel local (G.P.L.) (2).

Ce terme vise à souligner la simultanéité des deux conditions, avoir des activités techniques voisines, dans des conditions proches, et résider et travailler sur une aire géographiquement assez étroite pour que les rencontres y soient fréquentes et qu'une "histoire des rencontres" s'y établisse au fil des jours. Pour beaucoup d'agriculteurs, cette histoire récente, propre aux individus qui composent actuellement le groupe, se superpose à une histoire familiale et locale antérieure. C'est sans doute cet ancrage dans la durée qui, associé à des facteurs actuels, explique que les expériences du GERDAL aient pu vérifier à l'envi l'importance des limites communales dans la constitution et la morphologie intime de ces groupes (Cahiers du GERDAL, n° 6 - 1985).

Bien entendu, les agriculteurs d'une commune ont chacun d'autres

réseaux de dialogues, appartiennent à d'autres groupes que leur groupe professionnel local : groupement de vulgarisation, réseau des responsables professionnels du département, société de boules ou de chasse, joueurs de belote, habitués d'un café, membres ou amis d'un parti politique, famille étendue, etc.

Mais le G.P.L. joue pour ses membres, nous l'avons dit, une fonction particulière, et il importe de préciser la nature de cette fonction.

Les agriculteurs partagent leur temps de travail entre deux types d'activités : activités normalisées d'une part, activités de production des normes ou schémas de connaissance de la réalité, de l'autre.

Par activités normalisées, nous entendons les activités exécutées selon des schémas établis. Ces schémas indiquent à la fois comment évaluer, caractériser une situation et comment agir, selon les caractères qui auront été attribués à la situation.

Un agriculteur breton énonce par exemple la règle : "Quand on voit l'avoine commencer à retomber, là on dit que c'est mûr". (Etant entendu : quand c'est mûr, on moissonne). Ou un éleveur du Ternois : "L'ensilage d'herbe (...) pour avoir du lait, directement d'herbe ensilée, plutôt que le maïs (qui est) plutôt pour les entretenir que pour avoir du lait, (pour) en mettre davantage sur le dos".

Ces phrases contiennent, à la fois, des indications sur la façon dont ces éleveurs conçoivent les choses (les stades végétatifs et la façon de les reconnaître, les catégories d'aliments "pour le lait" ou "pour les entretenir") et sur les actes qui doivent s'en suivre (quand récolter, que donner aux vaches en lactation, ou aux vaches tarées).

Mais ces situations ne restent pas immuablement identiques à elles-mêmes. Des techniques nouvelles apparaissent, des entreprises commerciales ou des organisations cherchent à promouvoir des produits ou des techniques, les agriculteurs eux-mêmes ont des projets ou des désirs nouveaux. Prenons l'exemple de l'apport d'azote sur les prairies (Borel-Trunner). Le premier effet de la pression exercée par le développement en faveur d'une technique nouvelle telle que celle-ci, c'est la naissance de discussions entre agriculteurs à son propos. L'objet de ces discussions, c'est de savoir s'il est envisageable ou non de le faire et chacun cherche auprès des autres des aliments pour sa propre réflexion : il prépare son "dialogue intérieur" pour

décider en dialoguant avec ceux qui sont dans la situation la plus proche de la sienne et qui sont quotidiennement accessibles.

Cette discussion aura donc un effet sur les comportements individuels. Mais elle aura aussi un effet sur l'ensemble des façons de voir les choses dans le groupe au sujet de la conduite de l'herbe et des troupeaux, élaborée par les discussions précédentes, au cours des mois et ans.

Certains sont plutôt portés à faire ce que conseille le développement, d'autres non. Des deux côtés, des arguments vont s'échanger, une réflexion va être conduite, à partir des façons de voir les choses habituelles.

Au bout du compte, soit on maintient dans le G.P.L. que "ça ne se fait pas ici" -c'est le cas par exemple à propos des fongicides dans une commune bretonne en 1982- soit il est admis que certains peuvent décider de le faire - exemple de l'azote dans l'étude Borel-Trennec.

Dans les deux cas, à la suite du dialogue sur le thème, on ne voit plus les choses tout-à-fait comme avant : quelque chose a changé dans la façon de concevoir la conduite des prairies ou la culture des céréales, même si l'on n'a pas changé de pratique matérielle, par le seul fait de la mobilisation des arguments pour ou contre, et par le fait que l'apparition d'une nouvelle alternative a modifié l'ensemble du paysage. Aux termes, le débat sur la lentille a modifié les façons de penser locales à la fois sur les systèmes de production à base laitière et sur les origines acceptables d'innovation (Girard-Yverneau).

Cette activité est celle qui occupe la deuxième partie du temps de travail des agriculteurs. Activité de recherche de solutions qui conduit à revoir, à réajuster la conception qu'on s'était constituée auparavant sur les choses, activité de production de connaissance : connaissance propre au point de vue des membres du groupe et sans prétention à l'universalité (3).

Les études sur les activités normalisées, sur la première part du temps de travail, sont très nombreuses, tant du côté de la recherche agronomique que de celui de l'ethnologie. La recherche ethnologique en particulier s'est attachée, durant les deux ou trois dernières décennies, à la description des systèmes de connaissance associés aux opérations matérielles.

Mais la recherche sur "la deuxième part du travail" elle-même, c'est-

à-dire non pas seulement sur les idées, sur les systèmes de connaissance, mais sur la façon dont ils s'élaborent et se transforment, sur la façon dont les praticiens produisent de la connaissance technique, ce domaine de recherche est encore très peu exploré.

Où et comment s'accomplit cette deuxième part de travail ?

Fort peu dans la solitude d'un bureau, et en manipulant du papier, comme le suggèrent les stéréotypes relatifs à la réflexion. Elle s'accomplit essentiellement dans le dialogue avec les autres agriculteurs, en particulier au sein de ce que nous avons défini comme groupe professionnel local.

Etudier cette deuxième part du travail, c'est donc pour l'essentiel sortir de l'exploitation -où s'observe une bonne partie des activités normalisées- et étudier des rencontres et des dialogues, et les traces que ces rencontres et ces dialogues laissent chez les individus sous forme d'expressions plus ou moins durables de façons de voir les choses, de façons de parler des actions.

Les agriculteurs d'une commune se rencontrent, se parlent, discutent, échangent des informations sur une chose dont ils ont entendu parler, ou qu'ils ont faites, ou qu'un tel a faites, sur les événements de la commune ou d'ailleurs, ils cherchent à se convaincre les uns les autres, à se renseigner, à se faire valoir, à faire plaisir, à mettre un interlocuteur dans une mauvaise situation, à se faire des alliés...

En certaines occasions, le dialogue peut être mené de façon directe. Mais les choses vont en général d'un pas lent : on parle du sujet avant d'émettre un avis, on affirme sa position quand on est sûr de ne pas être seul à l'avoir, on se replie si l'accueil semble trop réservé, on prêche le faux pour savoir le vrai, ou l'on prête à un autre ce qu'on veut affirmer soi-même, bref, on fait usage de tous les procédés de dialogues possibles dans le cadre des formes admises dans le groupe.

Chacun n'agit pas cependant de la même façon avec tous les interlocuteurs dans la commune. S'il est vrai qu'il existe ce qu'on peut appeler un "flux dialogique", qui traverse l'ensemble du G.P.L., ce flux n'est pas partout identique à lui-même et il suit certaines voies privilégiées, de telle sorte qu'il est fort peu probable que dans telle partie de ce réseau de dialogue, les gens partageront une opinion, alors que dans telle autre tout le monde sera d'accord sur l'opinion contraire (4).

Si nous interviewons l'ensemble des agriculteurs d'une commune, à un moment donné, sur un ensemble technique (une production, une culture, une chaîne d'opérations, etc.), nous constaterons les phénomènes suivants :

- leurs discours respectifs abordent le domaine technique selon un certain nombre de thèmes dont une partie centrale est la même pour tous et varie, non d'un individu à l'autre, mais d'un G.P.L. à l'autre ;

- cette partie commune ne se caractérise pas seulement par les thèmes et leur hiérarchie, mais aussi par les "dimensions" selon lesquelles ces thèmes sont traités, et qui sont, à la fois, communes à tous et tenues par tous comme allant de soi, comme évidentes.

Par exemple, dans la commune du Lauragais, le choix des variétés est le thème dominant à propos de la culture du blé. Et tous les agriculteurs de la commune classent les variétés selon la dimension ancienne/nouvelle, associée à un certain nombre de caractéristiques opposées (fragilité, rendement) et tous font passer la coupure au même endroit (Top est la dernière ancienne, Gala et Pursan sont les premières nouvelles).

- Ces deux premières caractéristiques du discours constituent le fond commun du groupe. Sur ce fond commun, les positions divergent, selon ce qu'on fait (on en reste aux vieilles variétés, on est passé aux nouvelles, etc.) selon les opinions ou les façons d'organiser, conceptuellement, les traits ou catégories communs (les nouvelles variétés exigent des traitements fongicides : est-ce-que ça ne pourrait pas se dissocier, à quelle condition, dans quelle conception de la culture des céréales ?).

- Chacun dans la commune connaît les différentes positions existantes dans le G.P.L., et sait, de façon plus ou moins détaillée, les attribuer à des individus ou à des groupes ou catégories d'individus (les jeunes, ceux de tel hameau, de telle famille, etc.). Chacun sait donc situer dans le réseau local sa propre position dans le débat local. Ainsi, non seulement les différentes façons de penser ou de faire considérées comme possibles dans le G.P.L. sont situées dans le groupe, mais encore, pour chacun, sa façon de penser se décrit, ou se définit en termes de la position dans le groupe.

La norme uniforme ("ici on ne fait pas le semis direct -Lauragais) est donc un cas particulier. En d'autres cas, la norme (ou le système de normes) est faite du jeu, techniquement et socialement intelligible, de variantes individuelles ou de sous-groupes.

En résumé, ce que dit un agriculteur dans un entretien avec un étranger au G.P.L. est un écho des dialogues en cours dans le G.P.L.

De la sorte, les différents enregistrements d'entretiens avec les agriculteurs d'une même commune semblent se répondre, en donnant à la fois les positions dans le débat, la nature des relations entre ces positions, et les correspondances entre ces positions et les positions sociales, entre le système des idées locales et le système social local.

Chaque façon de voir individuelle, comme chaque façon de faire, se définit donc de deux façons, prend place dans deux systèmes. D'un côté, elle est un élément qui occupe une place déterminée dans le discours de l'individu, et par là dans le discours local. De l'autre, elle est l'un des éléments qui caractérisent la position de l'individu dans le réseau local.

Les idées n'appartiennent pas seulement à un ensemble d'idées à débattre, mais aussi à l'ensemble des gens qui débattent.

Le système des idées et le système social sont donc en correspondance. Cela signifie en premier lieu que les façons de penser ou de faire de chacun dans le groupe sont une marque de sa position dans le réseau, et que la position de chacun dans le réseau permet de prévoir quelles sont ses façons de voir et de faire. Mais cela signifie aussi que les mouvements d'un côté et de l'autre sont indépendants.

Tout changement technique qui intervient dans le groupe local modifie le rapport des positions dans le réseau, soit en renforçant une position, soit en la déplaçant. Chaque fois qu'un individu ou un groupe d'individus dans le G.P.L. prend une initiative -refaire des lentilles dans le Cantal, désherber les prairies dans la Haute-Saône, traiter les blés en Bretagne- il joue sur deux tableaux simultanément : il cherche à modifier les façons de faire et de voir, d'un côté, et de l'autre il modifie, délibérément ou non, sa position. A l'inverse, les positions commandent les stratégies, indiquent les risques et les possibilités : chacun agit dans le groupe en cherchant à en tenir compte.

Le cas analysé par M.C. Girard et I. Yverneaux, montre très bien comment des agriculteurs mal placés socialement dans le G.P.L. peuvent jouer à la fois sur le plan des avantages techniques et par des habiletés diplomatiques, et modifier ainsi, à la fois, le discours local et la configuration des positions dans le réseau.

Etudier la production de connaissance dans un groupe, cela suppose donc qu'on puisse décrire, non seulement les systèmes de pensée et leurs évolutions, mais le système social qui permet de comprendre comment se place les idées et comment s'opèrent les évolutions. Au sujet de cette forme, à la fois durable et changeante, des relations sociales, nous utilisons la notion de réseau.

Nous parlons plus précisément de réseau de dialogue, c'est-à-dire du dessin des liens entre les gens qui nous permet de prévoir qui parle à qui le plus probablement, entre qui et qui les idées ont le plus de chances de se transmettre et d'être transformées (5).

Nous partons de l'hypothèse générale qu'il existe des relations entre la morphologie et les modes de fonctionnement des réseaux, d'une part, et de l'autre la forme des systèmes locaux de normes et la façon dont ils se transforment -leurs possibilités de s'ajuster en particulier.

Nous faisons en particulier l'hypothèse qu'il existe une relation positive entre le niveau d'activité des échanges, la densité des "connexions" (notamment par l'existence de connexions nombreuses entre les grappes) et la tolérance du système de normes. En gros, plus les échanges sont actifs dans le local, plus il est probable que le système de normes est tolérant aux variantes.

Cette dernière hypothèse s'oppose à un pré-supposé couramment accepté selon lequel la densité des échanges dans un groupe devrait plutôt être associée à un niveau de cohésion élevé et de là, à un contrôle social fort et recherchant l'unicité de la norme. Une recherche pionnière sur les réseaux (E. Bott 1957) qui semblait confirmer cette hypothèse a été très contestée depuis sur ce point (Kapferer 1973).

A partir de ces hypothèses nos moyens de recherche ont pris deux formes. D'une part, nous cherchons à préciser, par des études de cas, les formes des relations entre la morphologie des réseaux et les manières locales de traiter les situations, de modifier les façons de voir pour "répondre" aux changements de situation (Granovetter avait posé à ce sujet des questions qui sont aussi les nôtres). Ces recherches portent en particulier sur le degré d'ouverture du G.P.L. à l'introduction de variantes d'origines diverses (seuil minimum : seule la technique officielle est une source admise, dans le cas d'une structure de groupe locale très hiérarchisée selon la position des individus à l'égard de cette technique) et sur le degré d'acceptation des

initiatives individuelles. Par exemple : seul un très petit nombre ou sous-groupe peut prendre des initiatives ou au contraire, beaucoup de gens, les rôles sont établis et figés ou non, les possibilités d'initiative de chaque individu sont très spécialisées ou non, les chemins que peuvent suivre des variantes nouvelles sont strictement balisés ou non, etc.

Nous avons d'autre part mis en place un dispositif conçu à partir d'une hypothèse complémentaire, formulée en termes de développement, et qui vise, en créant des possibilités nouvelles de traiter des problèmes actuels, présents dans les dialogues au sein du G.P.L., à augmenter de façon plus ou moins durable les échanges au sein du G.P.L. et à élargir sa capacité à accepter des initiatives d'introduction de variantes...

Ce dispositif, en place depuis trois campagnes dans une quinzaine de communes (sur cinq départements), confirme de façon manifeste les possibilités non seulement d'aider des groupes locaux à traiter des problèmes qui soient les leurs, au lieu d'être ceux des organisations de développement, mais aussi leur aptitude collective à prendre des initiatives, à rechercher des solutions, à examiner celles qui leur sont proposées.

Nos expériences ont en particulier permis d'élargir sensiblement le cercle de ceux qui, dans certaines structures locales, sont seuls à pouvoir se faire entendre, et d'augmenter l'aptitude (ou plutôt : d'accumuler le potentiel) du groupe à accueillir des variantes d'origine diverses, y compris internes au groupe, au lieu de se limiter aux variantes proposées par des organisations de développement, et relayées par un cercle restreint dans le G.P.L. (Cahier du GERDAL, n° 3 et 4, 1984 ; n° 6 1985 ; n° 7 et 9, 1986 et "Dossier GERDAL", Agriscope n° 7, 1986).

NOTES

(1) Dans cet article, nous nous référons à un certain nombre d'études de cas dans plusieurs départements : Plaines et côtes de l'Ariège (Chevron et L'Hostos, 1986) ; Margeride et Planèze, Cantal (Girard et Yverneau, 1986 ; Bataille, thèse de 3ème cycle en préparation, Université de Lyon-Bron) ; Boischaut, Indre (Borel et Trennec, 1984) ; Maine-et-Loire (Larcher, 1985) ; région de Vesoul, haute-Saône (Fraslin, thèse de 3ème cycle en préparation, Université de Paris X-Nanterre). Ces études ont donné lieu à des articles réunis dans un "Dossier GERDAL", (Agriscope, n° 7, 1986). A ces études, il faut ajouter nos propres publications concernant le Ternois, Pas-de-Calais

(Darré, 1985a) ; le Lauragais, Haute-Garonne et la Bretagne-Sud, Ille-et-Villaine (Darré, 1983 et 1985b).

(2) Plus précisément, "la condition d'existence du G.P.L. est constituée à la fois par un domaine minimum de coactivité -celui de la production d'idées et de normes- et par l'existence d'une chaîne -ou mieux d'un réseau- de coactivité". (Darré, Dossier GERDAL :24-35 et 1985a).

(3) Cette connaissance est rapportée au point de vue des acteurs, socialement et "techniquement" situé. Sur la question du point de vue, cf. Priéto 1975 et Darré 1985a.

(4) Les notions de "flux dialogue", de "dialogue" au sens élargi de circulation de la parole entre plusieurs personnes, sont empruntées à M. Bakhtine.

(5) Sur les réseaux, outre les travaux fondateurs de Bott (1971) et de Barnes (1954) voir Granovetter (1973) et Rogers et Kinkaid (1981). Pour les travaux de notre groupe, voir Darré (1983, 1985a et b) et Agriscope, n° 7, 1986, où on trouvera en outre une bibliographie sur ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKHTINE, M. (VOLOCHINOV, V.N.), 1929)1977, *Le marxisme et la philosophie du langage* Paris, Ed. de Minuit, traduction française de M. YAGELLO.
- BARNES, J.A., 1954, *Class and Comittees in a Norwegian Island Parish* Human Relations, vol. 7 : 39-58.
- BOREL, H., TRENNEC, R. 1984, *Les façons de parler de l'élevage et des fourrages*, Angers : ESA-ITEB-EDE (Mémoire de fin d'étude).
- BOTT, E., *Family and social network. Roles, norms and external relationship in ordinary urban families*, London, Tavistock 1957 (2ème édition 1971).
- Cahiers du GERDAL, n°1, Mars 1984, Le programme du groupe : projet initial et état des recherches, 30p.
- Cahiers du GERDAL, n° 2, Mars 1984, La diffusion des connaissances scientifiques. propositions pour se débarrasser du consensus empiriste, 26 p.
- Cahiers du GERDAL, n° 3, Mars 1984, LE GUEN, R., Conditions d'existence et de durée. Effets du dispositif de recherche-action : notes de recherche, 35 p.
- Cahiers du GERDAL, n° 4, Avril 1984, Expérimentation du dispositif. Campagne 1983-84, 31 p.
- Cahiers du GERDAL, n° 5, Janvier 1985, FAYE, F., La diffusion des connaissances scientifiques en agriculture. Significations sociales et transmission des savoirs, 51 p.
- Cahiers du GERDAL, n° 6, Mai 1985, Eléments pour un bilan de l'expérience GERDAL (campagne 84-85).
- Cahiers du GERDAL, n° 7, Janvier 1986 : voir GIRARD, M.C., YVERNEAUX, I., 1986.
- Cahiers du GERDAL, n° 8, Mars 1986, Recueil d'articles récents (Diffusion interne au GERDAL).
- Cahiers du GERDAL, n° 9, Avril 1986 : voir CHEVRON, M.J., L'HOSTIS, M.A., 1986.
- CHEVRON, M.J., L'HOSTIS, M.A., 1986, "Analyse des effets du dispositif sur les pratiques des conseillers", *Cahiers du GERDAL*, n° 9 (mémoire de fin d'étude, ESA Angers-GERDAL).
- DARRE, J.P., 1983, "La culture du blé. Système de pensée et élaboration des normes dans les groupes locaux (Bretagne-Sud et Lauragais)", Paris, CAESAR-ONIC-Comité de Pilotage Blé-Conseil.

- DARRE, J.P., 1985a, *La parole et la technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, Paris, L'Harmattan.
- DARRE, J.P., 1985b, Les dialogues entre agriculteurs. Etude comparative, *Langage et Société*, n° 33, Paris, MSH, : 43-64.
- Dossier GERDAL, *Agriscopes* n° 7, Avril-Mai 1986, Angers : ESA.
- GIDDENS, A., 1981, Agency, Institution and Time-space analysis, in KNORR-CETINA, K., CICOUREL, A.V., ed. *Advances in social theory and methodology toward an integration of micro and macro-sociologies* Boston, Routledge and Kegan Paul.
- GIRARD, M.C., YVERNEAUX, I., 1986, Réflexion collective et action locale. Deux ans d'expérience dans trois communes du Cantal, *Cahiers du GERDAL* n° 7, (mémoire de fin d'études ESA-GERDAL), 212 p.
- GRANOVETTER, M.S., "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, 1973, 73 : 1361-1380.
- LARCHET, B., 1985, "Un réseau peut en cacher un autre", Angers : ESA-CEDAG (mémoire de fin d'études).
- PRIETO, L.J., 1975, *Pertinence et Pratique*, Paris, Editions de Minuit.
- ROGERS, Ed., KINCAID, D.L., *Communication Networks. Toward a new paradigm for research* New York Free Press, 1980.
- SIMMEL, G., 1922, 1964, *Conflict and the web group affiliations* New York, Free Press, traduction américaine de R. BENDIX.